

**Arrêté préfectoral du 24 MARS 2026  
portant levée de la mise en demeure du 16 janvier 2024  
prise à l'encontre de la LAITERIE COOPÉRATIVE DE PAMPLIE, située au 51 route du  
Chêne Casse-Tête sur la commune de PAMPLIE.**

Le Préfet des Deux-Sèvres,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;

**Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3, R. 122-3-1 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de Sous-Préfet, Secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

**Vu** le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

**Vu** le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 24 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2230 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 50 alinéa I ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 5406 du 13 décembre 2013 relatif à la régularisation de la situation administrative et l'extension des bâtiments de production de la LAITERIE COOPÉRATIVE DE PAMPLIE située 51 route du Chêne Casse-Tête à PAMPLIE ;

**Vu** l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 5406 du 13 décembre 2013 susvisé qui dispose : « Une mesure de la situation acoustique à réaliser dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2024 portant mise en demeure à l'encontre de la LAITERIE COOPÉRATIVE DE PAMPLIE de :

- transmettre une étude de bruit réalisée par un organisme qualifié ;
- transmettre les résultats de cette étude accompagnés d'un plan d'actions à mener pour une mise en conformité en cas de dépassement des valeurs limites, ainsi qu'un échéancier ;
- réaliser les travaux tout en respectant l'échéancier transmis précédemment en cas de dépassement des valeurs limites ;
- confirmer l'efficacité des actions menées par la réalisation d'une nouvelle étude de bruit après la fin des travaux.

**Vu** l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

**Vu** la transmission par l'exploitant en date du 18 mars 2024 du rapport d'une étude de bruit réalisée les 06 février 2024 ;

**Vu** le courrier en date du 08 avril 2024 de l'inspection des installations classées à l'exploitant lui demandant la réalisation d'une nouvelle étude de bruit prenant en compte de nouvelles Zones à Émergence Réglementées ;

**Vu** la transmission par l'exploitant en date du 25 octobre 2024 d'un porter à connaissance pour les travaux à réaliser sur le bâtiment de nettoyage en place ;

**Vu** la transmission par l'exploitant en date du 11 mars 2026 du rapport d'une étude de bruit réalisée les 1<sup>er</sup> et 02 décembre 2025 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 mars 2026 ;

**Considérant** que l'exploitant a réalisé des travaux sur la zone de nettoyage par la construction d'un bâtiment destiné à accueillir le nouveau système de nettoyage en place. Ce bâtiment implanté en façade Nord-Ouest de la laiterie permettra de couvrir les bacs d'eau glacée actuellement situés à l'air libre.

**Considérant** que l'exploitant a transmis le rapport d'une étude de bruit (réalisée les 1er et 02 décembre 2025) en précisant que cette étude a été réalisée à la suite d'une coupe de bois sur la parcelle séparant la maison d'habitation du plaignant et l'usine et en condition hivernale ;

**Considérant** que les résultats de cette étude de bruit sont tous conformes à la réglementation ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Abrogation**

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2024 susvisé sont abrogées.

### **Article 2 – Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 3 – Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation de conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement.

### **Article 4 – Information des tiers**

En application de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Deux-Sèvres pendant une durée minimum de deux mois.

### **Article 5 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

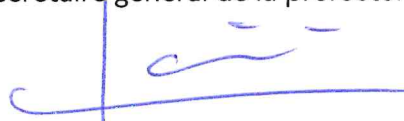
Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers (15 rue Blossac – BP 541 86020 Poitiers cedex) ou sur l'application internet télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres.

### **Article 4 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la directrice de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations chargé de l'Inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société LAITERIE COOPÉRATIVE DE PAMPLIE ainsi qu'au maire de PAMPLIE.

NIORT, le 24 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER

